

Élections dans les très petites entreprises (TPE)

Du 28 novembre au 12 décembre, les salarié-e-s des entreprises de 1 à 10 voteront pour le syndicat de leur choix. L'UNSA, en partenariat avec l'ORSEU, a réalisé une fiche enquête pour aller à la rencontre de ces salariés. Mieux connaître leur quotidien, leurs problématiques, c'est mieux les aider et mieux les informer sur le vote et les propositions de l'UNSA.

- Avec votre UD, UR, syndicat, fédération, distribuez cette enquête et collectez des adresses électroniques.
- Savez vous que cette enquête est en ligne et qu'on peut y répondre en direct ?
- Savez-vous que vous pouvez imprimer l'enquête ?

<http://modalisa3.com/enquetetpe/enquetetpe.htm>

Luc Bérille, est intervenu devant le Bureau national de l'UNSA Fonction Publique.

Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, est intervenu le mardi 15 mai 2012 lors du Bureau national de l'UNSA Fonction Publique.

En premier lieu, il a rappelé toute l'importance que revêtait pour l'UNSA dans sa globalité, les futures élections professionnelles dans les TPE, en particulier, pour la représentativité globale de l'UNSA.

Dans un second temps, il a insisté sur les grands espoirs que faisait naître pour les agents publics la nomination d'un nouveau gouvernement, et a insisté sur la méthode à employer pour assurer à l'UNSA plus de lisibilité, cohérence, et efficacité dans ses demandes et propositions.

Résultats d'élections professionnelles

Brit Air: dans cette compagnie aérienne employant 1242 salariés, l'UNSA obtient 14,72% et un siège au CE.

Société Forestière: dans cette filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, l'UNSA, présente pour la première fois, obtient 45 des 76 voix exprimées, soit 59,21%, devant FO.

Le 23 mai, rassemblement syndical européen à Bruxelles

L'UNSA sera représentée au rassemblement européen organisé à Bruxelles par la Confédération européenne des syndicats (CES) le 23 mai prochain à l'occasion de la réunion extraordinaire des chefs d'État ou de gouvernement sur la croissance.

L'austérité est une impasse économique et politique, et les dirigeants européens finissent les uns après les autres par le reconnaître. La croissance devient, depuis peu, la priorité des débats européens. Les élections présidentielles en France ont fait bouger les lignes. Les revendications du mouvement syndical européen s'imposent.

Mais des conceptions très différentes de la croissance sont avancées. Pour l'UNSA, avec la CES, une croissance durable doit être basée sur des investissements et des politiques actives du marché du travail et non sur des réformes structurelles, autre terme pour plus de déréglementation et de précarité.

Avec la CES, nous devons militer pour une relance économique débouchant sur la croissance par des investissements créateurs de nombreux emplois de qualité. Lors de ce rassemblement, une délégation syndicale rencontrera le Président du Conseil européen et le Président de la Commission européenne.

G20 : quand les syndicats s'adressent aux gouvernements

L'UNSA, membre de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC), a transmis au Premier ministre la déclaration des syndicats du L20 en vue de la réunion des ministres de l'emploi et du travail des États membres du G20 qui s'est tenue à Guadalajara, au Mexique, les 17 et 18 mai derniers.

Ce rendez-vous était important car les ministres devaient présenter des propositions de création d'emplois précises aux chefs d'État du G20 qui vont se retrouver à Los Cabos à la mi-juin. Or le G20 fait face à une grave crise de l'emploi. Les gouvernements, qui pourtant avaient promis de faire de ce sujet une priorité lors des sommets précédents, manquent à leurs engagements en suivant des politiques d'austérité.

Pour l'UNSA et les autres syndicats, le G20 doit renforcer sa coopération économique et augmenter la demande grâce à des investissements prioritaires afin d'éviter une nouvelle récession, de rétablir une croissance durable et d'améliorer la quantité et la qualité de l'emploi. Pour cela, un changement de politique macro-économique s'impose. Les chefs d'État du G20 doivent délaissier les mesures d'austérité au profit de politiques de croissance axées sur l'emploi.

L'UNSA a demandé au gouvernement d'agir en ce sens.

G8 : Promouvoir la croissance et l'emploi

L'UNSA juge positive la place essentielle prise par la croissance et l'emploi lors du G8 de Camp David les 18 et 19 mai derniers. Dans le communiqué final, les chefs d'État du G8 affirment : « Notre impératif est de promouvoir la croissance et l'emploi ».

Ils s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer et dynamiser leurs économies, ainsi que pour lutter contre les contraintes financières tout en reconnaissant que les mesures adéquates ne sont pas les mêmes pour chacun d'entre eux. Ils se félicitent de la discussion en cours en Europe sur la façon de générer de la croissance tout en maintenant un engagement ferme à mettre en œuvre l'assainissement budgétaire. Ils sont d'accord sur l'importance d'une zone euro forte et cohérente pour la stabilité mondiale et la reprise, et affirment leur souhait de voir la Grèce rester dans la zone euro. Certes, tout n'est pas favorable notamment le soutien aux réformes structurelles. Cependant la croissance et l'emploi dominant désormais dans les priorités l'austérité budgétaire. Ce changement de cap revendiqué par la CSI et la CES doit maintenant être mis en œuvre rapidement.

Agir ensemble pour l'égalité professionnelle femmes/hommes

Mardi 15 mai 2012, l'UNSA avec l'union régionale UNSA Ile de France organisait au siège du Conseil régional Ile de France à Paris un colloque intitulé : « Agir ensemble pour l'égalité professionnelle femmes/hommes » qui a regroupé plus d'une centaine de participantes et participants.

Ce colloque qui a rassemblé syndicalistes, spécialistes et acteurs, s'est déroulé en deux temps. Un premier temps consacré à la restitution des actions menées par l'union régionale UNSA Ile de France dans le cadre d'un projet de création d'un réseau de référents régionaux dans le domaine de l'égalité professionnelle femmes-hommes.

Un deuxième temps de réflexion où une table ronde intitulée : "Agir pour l'égalité professionnelle femmes/hommes : un combat permanent" a été organisée autour de quatre thèmes :

- Égalité femmes/hommes et/ou filles/garçons dans l'éducation.
- Écart des salaires entre les femmes et les hommes.
- Concilier vie professionnelle et vie familiale.
- Actions de la CES (Confédération européenne des syndicats).

Parmi les intervenants à cette table ronde : Claudia Menne (secrétaire confédérale de la CES), Jean-Louis Auduc (Directeur-adjoint de l'IUFM de Créteil et auteur de « sauvons les garçons »), Sylvie Brunet (membre du Conseil économique social et environnemental (CESE)) et Jérôme Ballarin (président de l'Observatoire de la parentalité en entreprise).

Le colloque a été clôturé par Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA.